

Le 3 octobre 2019

**NOTES DE SYNTHÈSE DE L'ORDRE DU JOUR**  
**DU CONSEIL METROPOLITAIN**  
**DU JEUDI 10 OCTOBRE 2019 A PARTIR DE 09 HEURES 30**  
**AU CENTRE UNIVERSITAIRE MEDITERRANEEN**

*(Article 13 du règlement intérieur)*

--oo0\*0oo--

**Dossier rapporté par Monsieur Charles SCIBETTA – Vice-Président**

**11.1 Centre de Formation d'Apprentis Métropole Nice Côte d'Azur - Déclaration d'activité en tant qu'organisme de formation et d'apprentissage.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- poursuivre l'activité de formation professionnelle et d'apprentissage via le Centre de Formation d'Apprentis de la Métropole Nice Côte d'Azur,
- procéder aux démarches auprès de la DIRECCTE afin de créer l'organisme de formation professionnelle et de formation par apprentissage, au 1er janvier 2020,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces et engager toutes les procédures afférentes à l'exécution de la délibération.

*Mesdames Josiane BORGOGNO, Isabelle BRES, Maty DIOUF, Dominique ESTROSI-SASSONE, Martine MARTINON, messieurs Patrick ALLEMAND, Jean-Marie AUDOLI, Charles SCIBETTA, Jean-Michel SEMPERE, Jean THAON, Christian TORDO, Emile TORNATORE ne prennent pas part au vote.*

**Dossier rapporté par Monsieur Fernand BLANCHI – Vice-Président**

**16.1 Nouveau dispositif pour l'accueil de la clientèle itinérante à vélo en lien avec la politique métropolitaine en faveur de l'hébergement touristique d'itinérance**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- décider de la mise en œuvre d'un nouveau dispositif d'aide permettant de capter les cyclistes itinérants en adaptant l'offre de services des hébergements marchands,
- autoriser la mise en place d'une mesure d'aide financière à destination des porteurs de projets éligibles à la politique métropolitaine en faveur de l'hébergement touristique en lien avec l'itinérance, à hauteur de :

| Nature des dépenses  | Demandeur privé ou public       |                |                   |
|--|---------------------------------|----------------|-------------------|
|  | Plafond dépenses éligibles (HT) | Taux maxi aide | Montant maxi aide |
| Aménagement de locaux sécurisés permettant l'entreposage des vélos | 10 000 €                        | 80 %           | 8 000 €           |

- décider que les demandes d'aides financières feront l'objet d'une étude technique, administrative et financière pour leur engagement, considérant que les critères d'éligibilité sont les suivants :
  - Éligibilité géographique : sont concernés les établissements implantés sur le territoire métropolitain à l'exclusion des communes ayant une frange littorale (soit 41 communes) et situés sur l'un des axes d'itinérance métropolitains auxquels s'applique un fuseau de 2 à 6 kilomètres autour des itinéraires,
  - Types de travaux : construction, réaménagement ou extension d'un local technique visant à l'accueil des vélos,
  - Porteurs :
    - o publics : collectivités locales et établissements publics
    - o privés : structures privées quel que soit leur statut juridique et/ou fiscal. Les particuliers sont exclus de ce dispositif.
  - Type d'hébergements concernés : les établissements éligibles à la politique métropolitaine en faveur de l'hébergement touristique en lien avec l'itinérance : refuges ou bâtiments d'accueil en montagne, gîtes d'étape, aires naturelles de camping, campings classés « tourisme », aires de services et de stationnement pour camping-cars (pour un porteur public uniquement si la commune ne dispose pas de camping privé accueillant les camping-cars), hébergements touristiques insolites et hôtellerie indépendante rurale et familiale (uniquement situé en zone de montagne sur des itinéraires pédestres ou VTT -fuseau de 2 km autour de l'itinéraire-, à condition qu'il s'agisse du dernier ou de l'unique établissement hôtelier de la commune),
- prévoir les crédits sur le budget principal, AP 1308, compte 20414120, fonction 633000 ;
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégataires de signature, à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

**Dossiers rapportés par Monsieur Philippe PRADAL – Président de la commission finances, ressources humaines et transport**

**21.1 Décision modificative n° 2 - Exercice 2019 - Budget principal.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- autoriser les modifications du budget principal 2019 de la Métropole Nice Côte d'Azur, telles qu'elles ressortent du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

**21.2 Décision modificative n° 2 - Exercice 2019 - Budget annexe des transports.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- autoriser les modifications du budget annexe des transports 2019, telles qu'elles ressortent du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

**21.3 Décision modificative n° 2 - Exercice 2019 - Budget annexe de l'assainissement collectif et non collectif.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- autoriser les modifications du budget annexe 2019 de l'assainissement collectif et non collectif, telles qu'elles ressortent du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

**21.4 Décision modificative n° 2 - Exercice 2019 - Budget annexe de l'eau.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- autoriser les modifications du budget annexe de l'eau 2019, telles qu'elles ressortent du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.5 Décision modificative n° 2 - Exercice 2019 - Budget annexe de la gestion des déchets ménagers et assimilés.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- autoriser les modifications du budget annexe 2019 de la gestion des déchets ménagers et assimilés, telles qu'elles ressortent du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.6 Décision modificative n° 2 - Exercice 2019 - Budget annexe des parcs de stationnement.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- autoriser les modifications du budget annexe 2019 des parcs de stationnement, telles qu'elles ressortent du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.7 Décision modificative n° 2 - Exercice 2019 - Budget annexe des activités portuaires.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- autoriser les modifications du budget annexe 2019 des activités portuaires, telles qu'elles ressortent du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.8 Décision modificative n° 2 - Exercice 2019 - Centre de Formations d'apprentis de la Métropole.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- autoriser les modifications du budget annexe 2019 du centre de formation d'apprentis de la Métropole, telles qu'elles ressortent du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.9 Budget Primitif - Exercice 2020 - Budget principal.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le budget primitif 2020 du budget principal, tel qu'il ressort du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser la reprise de provision pour commission de dédit pour l'emprunt NCA 481 auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, à hauteur de 305 000 €,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.10 Budget Primitif - Exercice 2020 - Budget annexe des Transports.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le budget primitif 2020 du budget annexe des transports, tel qu'il ressort du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.11 Budget Primitif - Exercice 2020 - Budget annexe de l'Assainissement collectif et non collectif.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le budget primitif 2020 du budget annexe de l'assainissement collectif et non collectif, tel qu'il ressort du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.12 Budget Primitif - Exercice 2020 - Budget annexe de la gestion des déchets ménagers et assimilés.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le budget primitif 2020 du budget annexe de la gestion des déchets ménagers et assimilés, tel qu'il ressort du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser la constitution d'une provision pour risques et charges à hauteur de 1 000 000 € au titre de la soulte à verser au délégué de service public du fait de travaux à réaliser dans le cadre de l'avenant n° 30 à la concession de chauffage urbain de Nice-Est, et qui ne pourront être amortis sur la durée restante du contrat, à inscrire au compte 6815, fonction 01 du budget annexe de la gestion des déchets et assimilés,

- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.13 Budget Primitif - Exercice 2020 - Budget annexe de la Régie des MIN d'Azur.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le budget primitif 2020 du budget annexe de la régie des MIN d'Azur, tel qu'il ressort du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables
- autoriser la constitution d'une provision pour dépréciation des actifs circulants à hauteur de 90.000€,
- autoriser la reprise d'une provision pour dépréciation des actifs circulants à hauteur de 230.000€,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.14 Budget Primitif - Exercice 2020 - Budget annexe des parcs de stationnement.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le budget primitif 2020 du budget annexe des parcs de stationnement, tel qu'il ressort du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.15 Budget Primitif - Exercice 2020 - Budget annexe des activités portuaires.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le budget primitif 2020 du budget annexe des activités portuaires, tel qu'il ressort du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.16 Budget Primitif - Exercice 2020 - Budget annexe de la Régie du Centre de Formation d'Apprentis de la Métropole.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le budget primitif 2020 du budget annexe de la régie du centre de formation d'apprentis de la Métropole, tel qu'il ressort du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables,

- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

#### **21.17 Budget Primitif - Exercice 2020 - Budget annexe de Nice Méridia.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le budget primitif 2020 du budget annexe de Nice Méridia, tel qu'il ressort du document budgétaire élaboré dans le strict respect du formalisme imposé par les instructions budgétaires et comptables
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

#### **21.18 Budget Primitif - Exercice 2020 - Subvention d'équilibre du Budget principal vers le budget annexe des parcs de stationnement.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le principe de la participation du budget principal de la Métropole à l'équilibre du budget annexe des parcs de stationnement pour l'exercice 2020, pour un montant maximum de 2 000 000 €,
- approuver le mode de calcul de la participation du budget principal déterminée par la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes prévues au budget annexe des parcs de stationnement,
- approuver le versement de cette participation en fin d'exercice,
- décider d'imputer les crédits correspondants :
  - 2 000 000 € en dépense de la section de fonctionnement du budget principal, au compte 6573641, fonction 01, code service FA,
  - 2 000 000 € en recette de la section de fonctionnement du budget annexe des parcs de stationnement, au compte 74,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

#### **21.19 Budget Primitif - Exercice 2020 - Subvention d'équilibre du Budget principal vers le budget annexe des transports.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le principe de la participation du budget principal de la Métropole NCA à l'équilibre du budget annexe des transports pour l'exercice 2020,
- approuver le mode de calcul de la participation du budget principal déterminé par la différence entre l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées par le budget annexe des transports,
- approuver le versement de cette participation en fin d'exercice,

- décider d'imputer les crédits correspondants :
  - 100 000 000 € en dépense de la section de fonctionnement du budget principal, au compte 6573641, fonction 01, code service FA,
  - 100 000 000 € en recette de la section de fonctionnement du budget annexe des transports, au compte 748, code service FA,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégataires de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

#### **21.20 Ajustement et rephasage des autorisations de programme - Budget principal.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver l'ajustement et le rephasage des autorisations de programme, ainsi que leur répartition par crédits de paiement, pour le budget principal de la Métropole.

#### **21.21 Ajustement et rephasage des autorisations de programme - Budget annexe des transports.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver l'ajustement et le rephasage des autorisations de programme ainsi que leur répartition par crédits de paiement, pour le budget annexe des transports.

#### **21.22 Ajustement et rephasage des autorisations de programme - Budget annexe de l'Assainissement collectif et non collectif.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver l'ajustement et le rephasage des autorisations de programme ainsi que leur répartition par crédits de paiement, pour le budget annexe de l'assainissement collectif et non collectif.

#### **21.23 Ajustement et rephasage des autorisations de programme - Budget annexe de l'Eau.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver l'ajustement et le rephasage de l'autorisation de programme, ainsi que sa répartition par crédits de paiement, pour le budget annexe de l'eau.

#### **21.24 Ajustement et rephasage des autorisations de programme - Budget annexe de la Gestion des déchets ménagers et assimilés.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver l'ajustement et le rephasage des autorisations de programme, ainsi que leur répartition par crédits de paiement, pour le budget annexe de la gestion des déchets ménagers et assimilés.



### **21.25 Ajustement et rephasage des autorisations de programme - Budget annexe des activités portuaires.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver l'ajustement et le rephasage des autorisations de programme, ainsi que leur répartition par crédits de paiement, pour le budget annexe des activités portuaires.

### **21.26 Ajustement et rephasage des autorisations de programme - Budget annexe de la Régie du Centre de Formation d'Apprentis de la Métropole.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver l'ajustement et le rephasage de l'autorisation de programme, ainsi que sa répartition par crédits de paiement, pour le budget annexe de la régie du Centre de Formation d'Apprentis de la Métropole.

### **21.27 Rephasage des autorisations de programme - Budget annexe des Parcs de stationnement.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le rephasage de l'autorisation de programme, ainsi que sa répartition par crédits de paiement, pour le budget annexe des parcs de stationnement.

### **21.28 Création et rephasage des autorisations de programme - Budget annexe de la régie des MIN d'Azur.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver la création et le rephasage des autorisations de programme, ainsi que leur répartition par crédits de paiement, pour le budget annexe de la régie des MIN d'Azur.

### **21.29 Dotation de Solidarité Métropolitaine - Exercice 2020**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- décider de la répartition d'une dotation de solidarité métropolitaine pour l'année 2020, comme suit :

⇒ fixation du montant de l'enveloppe de dotation de solidarité métropolitaine à répartir entre les 49 communes membres à 9 678 577 €,

⇒ fixation des critères de répartition de la dotation de solidarité métropolitaine comme suit :

- 1<sup>er</sup> critère - Ecart du revenu moyen par habitant de la commune au regard du revenu moyen par habitant de la Métropole, avec une pondération de la population de la ville centre de 0,3, une pondération des deux communes dont la population est comprise entre 25 000 et 60 000 habitants de 0,7, une pondération de la population des communes de moins de 300 habitants de 4, et une pondération de la population des communes comprises entre 300 et 800 habitants de 2.

- 30 % de l'enveloppe de la dotation de solidarité métropolitaine, soit 2 903 573 €, à répartir comme suit :

| COMMUNES            | Population Insee 2019 des communes - a - | 1 <sup>er</sup> critère : revenu par habitant (30% de l'enveloppe) |  |   |  |  |              |   |
|---------------------|--|--|--|---|--|--|--------------|---|
|                     |  | Revenu total des habitants de la commune -b-                       | Revenu moyen par habitant de la commune -c - | Revenu moyen par habitant sur le territoire métropolitain -d- | Coefficient d'écart concernant le revenu imposable (d/c) = -e- | Coeff d'écart x population Insee de la commune (e x a) = -f- | % à répartir | Montant du aux communes au titre du 1er critère |
| ASPREMONT           | 2 173                                    | 48 927 911   | 22 516                                       | 16 943  | 0,75   | 1 635  | 0,54%        | <b>15 687</b>                                   |
| BAIROLS             | 104                                      | 475 388  | 4 571  | 16 943  | 3,71   | 1 542  | 0,51%        | <b>14 794</b>                                   |
| BEAULIEU-SUR-MER    | 3 749                                    | 70 075 715   | 18 692                                       | 16 943  | 0,91   | 3 398  | 1,12%        | <b>32 603</b>                                   |
| BELVEDERE           | 685                                      | 8 650 788  | 12 629                                       | 16 943  | 1,34   | 1 838  | 0,61%        | <b>17 634</b>                                   |
| BONSON              | 742                                      | 10 856 561   | 14 631                                       | 16 943  | 1,16   | 1 718  | 0,57%        | <b>16 485</b>                                   |
| CAGNES-SUR-MER      | 50 385                                   | 879 003 202  | 17 446                                       | 16 943  | 0,97   | 34 254   | 11,32%       | <b>328 631</b>                                  |
| CAP D'AIL           | 4 727                                    | 100 849 938  | 21 335                                       | 16 943  | 0,79   | 3 754  | 1,24%        | <b>36 016</b>                                   |
| CARROS              | 11 759                                   | 164 683 925  | 14 005                                       | 16 943  | 1,21   | 14 226   | 4,70%        | <b>136 486</b>                                  |
| CASTAGNIERS         | 1 609                                    | 28 471 548   | 17 695                                       | 16 943  | 0,96   | 1 541  | 0,51%        | <b>14 781</b>                                   |
| CLANS               | 628                                      | 7 433 101  | 11 836                                       | 16 943  | 1,43   | 1 798  | 0,59%        | <b>17 250</b>                                   |
| COLOMARS            | 3 441                                    | 65 206 003   | 18 950                                       | 16 943  | 0,89   | 3 077  | 1,02%        | <b>29 518</b>                                   |
| DURANUS             | 136                                      | 1 659 008  | 12 199                                       | 16 943  | 1,39   | 756  | 0,25%        | <b>7 249</b>                                    |
| EZE                 | 2 310                                    | 66 535 371   | 28 803                                       | 16 943  | 0,59   | 1 359  | 0,45%        | <b>13 037</b>                                   |
| FALICON             | 2 011                                    | 50 936 964   | 25 329                                       | 16 943  | 0,67   | 1 345  | 0,44%        | <b>12 906</b>                                   |
| GATTIERES           | 4 169                                    | 76 430 037   | 18 333                                       | 16 943  | 0,92   | 3 853  | 1,27%        | <b>36 966</b>                                   |
| GILETTE             | 1 577                                    | 24 059 491   | 15 256                                       | 16 943  | 1,11   | 1 751  | 0,58%        | <b>16 803</b>                                   |
| ILONSE              | 193                                      | 555 138  | 2 876  | 16 943  | 5,89   | 4 548  | 1,50%        | <b>43 629</b>                                   |
| ISOLA               | 699                                      | 8 453 561  | 12 094                                       | 16 943  | 1,40   | 1 959  | 0,65%        | <b>18 791</b>                                   |
| LA BOLLENE-VESUBIE  | 591                                      | 7 371 656  | 12 473                                       | 16 943  | 1,36   | 1 606  | 0,53%        | <b>15 404</b>                                   |
| LE BROC             | 1 417                                    | 20 714 998   | 14 619                                       | 16 943  | 1,16   | 1 642  | 0,54%        | <b>15 756</b>                                   |
| LA GAUDE            | 6 580                                    | 137 945 720  | 20 964                                       | 16 943  | 0,81   | 5 318  | 1,76%        | <b>51 020</b>                                   |
| LA ROQUETTE-SUR-VAR | 927                                      | 12 840 289   | 13 851                                       | 16 943  | 1,22   | 1 134  | 0,37%        | <b>10 879</b>                                   |
| LA TOUR-SUR-TINEE   | 577                                      | 5 376 415  | 9 318  | 16 943  | 1,82   | 2 098  | 0,69%        | <b>20 132</b>                                   |
| LA TRINITE          | 10 154                                   | 137 045 100  | 13 497                                       | 16 943  | 1,26   | 12 747   | 4,21%        | <b>122 295</b>                                  |
| LANTOSQUE           | 1 323                                    | 13 500 715   | 10 205                                       | 16 943  | 1,66   | 2 197  | 0,73%        | <b>21 075</b>                                   |
| LEVENS              | 4 748                                    | 83 054 518   | 17 493                                       | 16 943  | 0,97   | 4 599  | 1,52%        | <b>44 122</b>                                   |
| MARIE               | 107                                      | 704 313  | 6 582  | 16 943  | 2,57   | 1 102  | 0,36%        | <b>10 570</b>                                   |
| NICE                | 345 998                                  | 5 764 995 277  | 16 662                                       | 16 943  | 1,02   | 105 553  | 34,88%       | <b>1 012 669</b>                                |
| RIMPLAS             | 95                                       | 916 567  | 9 648  | 16 943  | 1,76   | 667  | 0,22%        | <b>6 402</b>                                    |
| ROQUEBILLIERE       | 1 871                                    | 21 844 161   | 11 675                                       | 16 943  | 1,45   | 2 715  | 0,90%        | <b>26 050</b>                                   |
| ROUBION             | 124                                      | 1 352 113  | 10 904                                       | 16 943  | 1,55   | 771  | 0,25%        | <b>7 394</b>                                    |
| ROURE               | 202                                      | 797 428  | 3 948  | 16 943  | 4,29   | 3 468  | 1,15%        | <b>33 271</b>                                   |

| COMMUNES                     | Population Insee 2019 des communes - a - | 1 <sup>er</sup> critère : revenu par habitant (30% de l'enveloppe) |  |   |  |  |                |   |
|------------------------------|--|--|--|---|--|--|----------------|---|
|                              |  | Revenu total des habitants de la commune -b-                       | Revenu moyen par habitant de la commune -c - | Revenu moyen par habitant sur le territoire métropolitain -d- | Coefficient d'écart concernant le revenu imposable (d/c) = -e- | Coeff d'écart x population Insee de la commune (e x a) = -f- | % à répartir   | Montant du aux communes au titre du 1er critère |
| SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE      | 5 379                                    | 74 847 044   | 13 915                                       | 16 943  | 1,22   | 6 550  | 2,16%          | <b>62 839</b>                                   |
| SAINT-BLAISE                 | 1 021                                    | 16 225 336   | 15 892                                       | 16 943  | 1,07   | 1 089  | 0,36%          | <b>10 444</b>                                   |
| SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE      | 124                                      | 1 173 403  | 9 463  | 16 943  | 1,79   | 888  | 0,29%          | <b>8 520</b>                                    |
| SAINT-ETIENNE-DE- TINÉE      | 1 712                                    | 20 226 577   | 11 815                                       | 16 943  | 1,43   | 2 455  | 0,81%          | <b>23 555</b>                                   |
| SAINT-JEAN-CAP- FERRAT       | 1 637                                    | 31 580 098   | 19 291                                       | 16 943  | 0,88   | 1 438  | 0,48%          | <b>13 794</b>                                   |
| SAINT-JEANNET                | 4 206                                    | 80 206 717   | 19 070                                       | 16 943  | 0,89   | 3 737  | 1,23%          | <b>35 853</b>                                   |
| SAINT-LAURENT-DU-VAR         | 28 831                                   | 548 213 007  | 19 015                                       | 16 943  | 0,89   | 17 983   | 5,94%          | <b>172 531</b>                                  |
| SAINT- MARTIN-DU-VAR         | 2 961                                    | 40 517 441   | 13 684                                       | 16 943  | 1,24   | 3 666  | 1,21%          | <b>35 175</b>                                   |
| SAINT-MARTIN-VÉSUBIE         | 1 401                                    | 19 301 060   | 13 777                                       | 16 943  | 1,23   | 1 723  | 0,57%          | <b>16 531</b>                                   |
| SAINT-SAUVEUR-SUR-TINÉE      | 412                                      | 3 344 729  | 8 118  | 16 943  | 2,09   | 1 720  | 0,57%          | <b>16 499</b>                                   |
| TOURNEFORT                   | 165                                      | 1 733 087  | 10 504                                       | 16 943  | 1,61   | 1 065  | 0,35%          | <b>10 214</b>                                   |
| TOURRETTE-LEVENS             | 4 967                                    | 79 447 773   | 15 995                                       | 16 943  | 1,06   | 5 261  | 1,74%          | <b>50 478</b>                                   |
| UTELLE                       | 854                                      | 10 394 003   | 12 171                                       | 16 943  | 1,39   | 1 189  | 0,39%          | <b>11 406</b>                                   |
| VALDEBLORE                   | 1 105                                    | 13 367 048   | 12 097                                       | 16 943  | 1,40   | 1 548  | 0,51%          | <b>14 849</b>                                   |
| VENANSON                     | 158                                      | 1 504 254  | 9 521  | 16 943  | 1,78   | 1 125  | 0,37%          | <b>10 791</b>                                   |
| VENCE                        | 18 929                                   | 346 165 439  | 18 288                                       | 16 943  | 0,93   | 17 538   | 5,79%          | <b>168 256</b>                                  |
| VILLEFRANCHE-SUR-MER         | 5 146                                    | 121 144 671  | 23 542                                       | 16 943  | 0,72   | 3 704  | 1,22%          | <b>35 533</b>                                   |
| <b>TOTAL DE LA METROPOLE</b> | <b>544 819</b>                           | <b>9 231 114 607</b>   |  |   |  | <b>302 647</b>   | <b>100,00%</b> | <b>2 903 573</b>                                |

- 2<sup>ème</sup> critère – Ecart du potentiel fiscal moyen par habitant de la commune au regard du potentiel fiscal moyen par habitant sur le territoire métropolitain, avec une pondération de la population de la ville centre de 0,3, une pondération des deux communes dont la population est comprise entre 25 000 et 60 000 habitants de 0,7, une pondération de la population des communes de moins de 300 habitants de 4, et une pondération de la population des communes comprises entre 300 et 800 habitants de 2.
- 40 % de l'enveloppe de la dotation de solidarité métropolitaine, soit 3 871 431 €, à répartir comme suit :

| <b>2<sup>ème</sup> critère : potentiel fiscal par habitant (40% de l'enveloppe)</b> |   |   |   |  |  |              |   |
|---|---|---|---|--|--|--------------|---|
| COMMUNES  | Potentiel fiscal de la commune (4 taxes) en € | Potentiel fiscal moyen par habitant de la commune (population DGF) - a - en € | Potentiel fiscal moyen par habitant DGF sur le territoire métropolitain (population DGF) - b - en € | Coefficient d'écart concernant le potentiel fiscal : (b/a) - c - | Coeff d'écart x population Insee de la commune | % à répartir | Montant du aux communes au titre du 2 <sup>ème</sup> critère en € |
| ASPREMONT   | 2 429 578                                     | 1 094,90  | 1 140,54  | 1,04   | 2 264  | 0,76%        | <b>29 576</b>   |
| BAIROLS   | 139 436                                       | 1 142,92  | 1 140,54  | 1,00   | 415  | 0,14%        | <b>5 424</b>  |
| BEAULIEU-SUR-MER  | 7 995 448                                     | 1 501,77  | 1 140,54  | 0,76   | 2 847  | 0,96%        | <b>37 202</b>   |
| BELVEDERE   | 983 185                                       | 780,93  | 1 140,54  | 1,46   | 2 001  | 0,68%        | <b>26 143</b>   |
| BONSON  | 674 806                                       | 838,27  | 1 140,54  | 1,36   | 2 019  | 0,68%        | <b>26 382</b>   |
| CAGNES-SUR-MER  | 56 554 346                                    | 1 021,43  | 1 140,54  | 1,12   | 39 383   | 13,29%       | <b>514 568</b>  |
| CAP D'AIL   | 7 792 679                                     | 1 298,78  | 1 140,54  | 0,88   | 4 151  | 1,40%        | <b>54 238</b>   |
| CARROS  | 21 355 340                                    | 1 784,22  | 1 140,54  | 0,64   | 7 517  | 2,54%        | <b>98 214</b>   |
| CASTAGNIERS   | 1 508 946                                     | 907,36  | 1 140,54  | 1,26   | 2 022  | 0,68%        | <b>26 426</b>   |
| CLANS   | 854 354                                       | 939,88  | 1 140,54  | 1,21   | 1 524  | 0,51%        | <b>19 914</b>   |
| COLOMARS  | 3 656 454                                     | 1 041,43  | 1 140,54  | 1,10   | 3 768  | 1,27%        | <b>49 239</b>   |
| DURANUS   | 97 205  | 619,14  | 1 140,54  | 1,84   | 1 002  | 0,34%        | <b>13 094</b>   |
| EZE   | 5 095 280                                     | 1 544,02  | 1 140,54  | 0,74   | 1 706  | 0,58%        | <b>22 295</b>   |
| FALICON   | 2 373 898                                     | 1 155,18  | 1 140,54  | 0,99   | 1 986  | 0,67%        | <b>25 943</b>   |
| GATTIERES   | 4 860 247                                     | 1 130,55  | 1 140,54  | 1,01   | 4 206  | 1,42%        | <b>54 953</b>   |
| GILETTE   | 1 859 159                                     | 1 087,86  | 1 140,54  | 1,05   | 1 653  | 0,56%        | <b>21 603</b>   |
| ILONSE  | 147 142                                       | 645,36  | 1 140,54  | 1,77   | 1 364  | 0,46%        | <b>17 827</b>   |
| ISOLA   | 3 814 557                                     | 1 034,60  | 1 140,54  | 1,10   | 1 541  | 0,52%        | <b>20 137</b>   |
| LA BOLLENE-VESUBIE  | 611 641                                       | 684,16  | 1 140,54  | 1,67   | 1 970  | 0,67%        | <b>25 746</b>   |
| LE BROC   | 4 553 175                                     | 2 909,38  | 1 140,54  | 0,39   | 555  | 0,19%        | <b>7 258</b>  |
| LA GAUDE  | 8 389 931                                     | 1 239,65  | 1 140,54  | 0,92   | 6 054  | 2,04%        | <b>79 100</b>   |
| LA ROQUETTE-SUR-VAR   | 991 207                                       | 1 030,36  | 1 140,54  | 1,11   | 1 026  | 0,35%        | <b>13 407</b>   |
| LA TOUR-SUR-TINEE   | 420 948                                       | 600,50  | 1 140,54  | 1,90   | 2 192  | 0,74%        | <b>28 638</b>   |
| LA TRINITE  | 11 328 654                                    | 1 102,22  | 1 140,54  | 1,03   | 10 507   | 3,55%        | <b>137 283</b>  |
| LANTOSQUE   | 1 057 623                                     | 625,07  | 1 140,54  | 1,82   | 2 414  | 0,81%        | <b>31 541</b>   |
| LEVENS  | 4 091 886                                     | 820,02  | 1 140,54  | 1,39   | 6 604  | 2,23%        | <b>86 286</b>   |
| MARIE   | 152 132                                       | 1 110,45  | 1 140,54  | 1,03   | 440  | 0,15%        | <b>5 744</b>  |
| NICE  | 422 018 636                                   | 1 122,00  | 1 140,54  | 1,02   | 105 515  | 35,61%       | <b>1 378 650</b>  |

| <b>2<sup>ème</sup> critère : potentiel fiscal par habitant (40% de l'enveloppe)</b> |   |   |   |  |  |                |   |
|---|---|---|---|--|--|----------------|---|
| COMMUNES  | Potentiel fiscal de la commune (4 taxes) en € | Potentiel fiscal moyen par habitant de la commune (population DGF) - a - en € | Potentiel fiscal moyen par habitant sur le territoire métropolitain (population DGF) - b - en € | Coefficient d'écart concernant le potentiel fiscal : (b/a) - c - | Coeff d'écart x population Insee de la commune | % à répartir   | Montant du aux communes au titre du 2 <sup>ème</sup> critère en € |
| RIMPLAS   | 119 731                                       | 792,92  | 1 140,54  | 1,44   | 547  | 0,18%          | <b>7 142</b>  |
| ROQUEBILLIÈRE   | 1 808 207                                     | 822,29  | 1 140,54  | 1,39   | 2 595  | 0,88%          | <b>33 908</b>   |
| ROUBION   | 272 625                                       | 605,83  | 1 140,54  | 1,88   | 934  | 0,32%          | <b>12 201</b>   |
| ROURE   | 304 140                                       | 1 038,02  | 1 140,54  | 1,10   | 888  | 0,30%          | <b>11 600</b>   |
| SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE   | 5 395 150                                     | 994,31  | 1 140,54  | 1,15   | 6 170  | 2,08%          | <b>80 617</b>   |
| SAINT-BLAISE  | 954 695                                       | 909,23  | 1 140,54  | 1,25   | 1 281  | 0,43%          | <b>16 734</b>   |
| SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE   | 171 977                                       | 754,29  | 1 140,54  | 1,51   | 750  | 0,25%          | <b>9 799</b>  |
| SAINT-ETIENNE-DE-TINEE  | 4 833 637                                     | 942,78  | 1 140,54  | 1,21   | 2 071  | 0,70%          | <b>27 061</b>   |
| SAINT-JEAN-CAP-FERRAT   | 7 371 950                                     | 2 567,73  | 1 140,54  | 0,44   | 727  | 0,25%          | <b>9 501</b>  |
| SAINT-JEANNET   | 5 045 835                                     | 1 133,90  | 1 140,54  | 1,01   | 4 231  | 1,43%          | <b>55 277</b>   |
| SAINT-LAURENT-DU-VAR  | 40 190 631                                    | 1 303,45  | 1 140,54  | 0,88   | 17 659   | 5,96%          | <b>230 735</b>  |
| SAINT-MARTIN-DU-VAR   | 2 462 838                                     | 819,03  | 1 140,54  | 1,39   | 4 123  | 1,39%          | <b>53 875</b>   |
| SAINT-MARTIN-VESUBIE  | 2 496 499                                     | 919,52  | 1 140,54  | 1,24   | 1 738  | 0,59%          | <b>22 705</b>   |
| SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE   | 772 467                                       | 1 438,49  | 1 140,54  | 0,79   | 653  | 0,22%          | <b>8 536</b>  |
| TOURNEFORT  | 440 246                                       | 2 223,46  | 1 140,54  | 0,51   | 339  | 0,11%          | <b>4 423</b>  |
| TOURRETTE-LEVENS  | 4 398 335                                     | 873,21  | 1 140,54  | 1,31   | 6 488  | 2,19%          | <b>84 767</b>   |
| UTELLE  | 781 660                                       | 702,30  | 1 140,54  | 1,62   | 1 387  | 0,47%          | <b>18 121</b>   |
| VALDEBLORE  | 1 772 100                                     | 721,25  | 1 140,54  | 1,58   | 1 747  | 0,59%          | <b>22 831</b>   |
| VENANSON  | 187 948                                       | 776,64  | 1 140,54  | 1,47   | 928  | 0,31%          | <b>12 127</b>   |
| VENCE   | 25 104 641                                    | 1 207,77  | 1 140,54  | 0,94   | 17 875   | 6,03%          | <b>233 558</b>  |
| VILLEFRANCHE-SUR-MER  | 9 961 959                                     | 1 297,98  | 1 140,54  | 0,88   | 4 522  | 1,53%          | <b>59 082</b>   |
| <b>TOTAL DE LA METROPOLE</b>  | <b>690 655 164</b>                            |   |   |  | <b>296 301</b>                                 | <b>100,00%</b> | <b>3 871 431</b>  |

- 3<sup>ème</sup> critère – nombre moyen de logements sociaux par habitant dans la commune au regard du nombre moyen de logements sociaux par habitant sur le territoire métropolitain - 15 % de l'enveloppe de la dotation de solidarité métropolitaine, soit 1 451 787 €, à répartir comme suit :

**3<sup>ème</sup> critère : nombre de logements sociaux (15% de l'enveloppe)**

| COMMUNES            | Nombre total de logements sociaux dans la commune au 01/01/2018 | Nb moyen de logements sociaux par habitant sur la commune | Nb moyen de logements sociaux par habitant sur le territoire métropolitain | Coefficient d'écart entre la commune et le territoire métropolitain | Coefficient d'écart x population Insee de la commune | % à répartir | Montant du aux communes au titre du 3ème critère en € |
|---------------------|---|---|--|---|--|--------------|---|
| ASPREMONT           | 0   | 0,0000  | 0,0615   | 0,0000  | 0  | 0,00%        | <b>0</b>  |
| BAIROLS             | 4   | 0,0385  | 0,0615   | 0,6258  | 65   | 0,01%        | <b>173</b>  |
| BEAULIEU-SUR-MER    | 190   | 0,0507  | 0,0615   | 0,8245  | 3 091  | 0,57%        | <b>8 237</b>  |
| BELVEDERE           | 0   | 0,0000  | 0,0615   | 0,0000  | 0  | 0,00%        | <b>0</b>  |
| BONSON              | 14  | 0,0189  | 0,0615   | 0,3070  | 228  | 0,04%        | <b>607</b>  |
| CAGNES-SUR-MER      | 1 927   | 0,0382  | 0,0615   | 0,6222  | 31 351   | 5,75%        | <b>83 543</b>   |
| CAP D'AIL           | 340   | 0,0719  | 0,0615   | 1,1702  | 5 532  | 1,02%        | <b>14 740</b>   |
| CARROS              | 1 008   | 0,0857  | 0,0615   | 1,3947  | 16 400   | 3,01%        | <b>43 701</b>   |
| CASTAGNIERS         | 6   | 0,0037  | 0,0615   | 0,0607  | 98   | 0,02%        | <b>260</b>  |
| CLANS               | 29  | 0,0462  | 0,0615   | 0,7513  | 472  | 0,09%        | <b>1 257</b>  |
| COLOMARS            | 34  | 0,0099  | 0,0615   | 0,1608  | 553  | 0,10%        | <b>1 474</b>  |
| DURANUS             | 2   | 0,0147  | 0,0615   | 0,2393  | 33   | 0,01%        | <b>87</b>   |
| EZE                 | 51  | 0,0221  | 0,0615   | 0,3592  | 830  | 0,15%        | <b>2 211</b>  |
| FALICON             | 2   | 0,0010  | 0,0615   | 0,0162  | 33   | 0,01%        | <b>87</b>   |
| GATTIERES           | 73  | 0,0175  | 0,0615   | 0,2849  | 1 188  | 0,22%        | <b>3 166</b>  |
| GILETTE             | 34  | 0,0216  | 0,0615   | 0,3508  | 553  | 0,10%        | <b>1 474</b>  |
| ILONSE              | 1   | 0,0052  | 0,0615   | 0,0843  | 16   | 0,00%        | <b>43</b>   |
| ISOLA               | 90  | 0,1288  | 0,0615   | 2,0948  | 1 464  | 0,27%        | <b>3 902</b>  |
| LA BOLLENE-VESUBIE  | 3   | 0,0051  | 0,0615   | 0,0826  | 49   | 0,01%        | <b>130</b>  |
| LE BROC             | 43  | 0,0303  | 0,0615   | 0,4937  | 700  | 0,13%        | <b>1 864</b>  |
| LA GAUDE            | 66  | 0,0100  | 0,0615   | 0,1632  | 1 074  | 0,20%        | <b>2 861</b>  |
| LA ROQUETTE-SUR-VAR | 47  | 0,0507  | 0,0615   | 0,8249  | 765  | 0,14%        | <b>2 038</b>  |
| LA TOUR-SUR-TINEE   | 25  | 0,0433  | 0,0615   | 0,7049  | 407  | 0,07%        | <b>1 084</b>  |
| LA TRINITE          | 681   | 0,0671  | 0,0615   | 1,0912  | 11 080   | 2,03%        | <b>29 524</b>   |
| LANTOSQUE           | 10  | 0,0076  | 0,0615   | 0,1230  | 163  | 0,03%        | <b>434</b>  |
| LEVENS              | 142   | 0,0299  | 0,0615   | 0,4866  | 2 310  | 0,42%        | <b>6 156</b>  |

| <b>3<sup>ème</sup> critère : nombre de logements sociaux (15% de l'enveloppe)</b> |   |   |  |   |  |                |   |
|---|---|---|--|---|--|----------------|---|
| COMMUNES  | Nombre total de logements sociaux dans la commune au 01/01/2018 | Nb moyen de logements sociaux par habitant sur la commune | Nb moyen de logements sociaux par habitant sur le territoire métropolitain | Coefficient d'écart entre la commune et le territoire métropolitain | Coefficient d'écart x population Insee de la commune | % à répartir   | Montant du aux communes au titre du 3 <sup>ème</sup> critère en € |
| MARIE   | 0   | 0,0000  | 0,0615   | 0,0000  | 0  | 0,00%          | <b>0</b>  |
| NICE  | 24 947  | 0,0721  | 0,0615   | 1,1731  | 405 877  | 74,50%         | <b>1 081 547</b>  |
| RIMPLAS   | 14  | 0,1474  | 0,0615   | 2,3976  | 228  | 0,04%          | <b>607</b>  |
| ROQUEBILLIÈRE   | 29  | 0,0155  | 0,0615   | 0,2522  | 472  | 0,09%          | <b>1 257</b>  |
| ROUBION   | 17  | 0,1371  | 0,0615   | 2,2305  | 277  | 0,05%          | <b>737</b>  |
| ROURE   | 0   | 0,0000  | 0,0615   | 0,0000  | 0  | 0,00%          | <b>0</b>  |
| SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE   | 664   | 0,1234  | 0,0615   | 2,0084  | 10 803   | 1,98%          | <b>28 787</b>   |
| SAINT-BLAISE  | 0   | 0,0000  | 0,0615   | 0,0000  | 0  | 0,00%          | <b>0</b>  |
| SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE   | 0   | 0,0000  | 0,0615   | 0,0000  | 0  | 0,00%          | <b>0</b>  |
| SAINT-ETIENNE-DE-TINEE  | 113   | 0,0660  | 0,0615   | 1,0739  | 1 838  | 0,34%          | <b>4 899</b>  |
| SAINT-JEAN-CAP-FERRAT   | 119   | 0,0727  | 0,0615   | 1,1827  | 1 936  | 0,36%          | <b>5 159</b>  |
| SAINT-JEANNET   | 46  | 0,0109  | 0,0615   | 0,1779  | 748  | 0,14%          | <b>1 994</b>  |
| SAINT-LAURENT-DU-VAR  | 1 720   | 0,0597  | 0,0615   | 0,9706  | 27 984   | 5,14%          | <b>74 568</b>   |
| SAINT-MARTIN-DU-VAR   | 134   | 0,0453  | 0,0615   | 0,7363  | 2 180  | 0,40%          | <b>5 809</b>  |
| SAINT-MARTIN-VESUBIE  | 23  | 0,0164  | 0,0615   | 0,2671  | 374  | 0,07%          | <b>997</b>  |
| SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE   | 16  | 0,0388  | 0,0615   | 0,6318  | 260  | 0,05%          | <b>694</b>  |
| TOURNEFORT  | 0   | 0,0000  | 0,0615   | 0,0000  | 0  | 0,00%          | <b>0</b>  |
| TOURRETTE-LEVENS  | 69  | 0,0139  | 0,0615   | 0,2260  | 1 123  | 0,21%          | <b>2 991</b>  |
| UTELLE  | 1   | 0,0012  | 0,0615   | 0,0191  | 16   | 0,00%          | <b>43</b>   |
| VALDEBLORE  | 3   | 0,0027  | 0,0615   | 0,0442  | 49   | 0,01%          | <b>130</b>  |
| VENANSON  | 2   | 0,0127  | 0,0615   | 0,2059  | 33   | 0,01%          | <b>87</b>   |
| VENCE   | 597   | 0,0315  | 0,0615   | 0,5131  | 9 713  | 1,78%          | <b>25 882</b>   |
| VILLEFRANCHE-SUR-MER  | 151   | 0,0293  | 0,0615   | 0,4774  | 2 457  | 0,45%          | <b>6 546</b>  |
| <b>TOTAL DE LA METROPOLE</b>  | <b>33 487</b>   |   |  |   | <b>544 819</b>                                       | <b>100,00%</b> | <b>1 451 787</b>  |

- 4<sup>ème</sup> critère – nombre moyen par habitant de la commune d'enfants de 3 à 16 ans scolarisés au regard du nombre moyen par habitant d'enfants de 3 à 16 ans scolarisés sur le territoire métropolitain - 10 % de l'enveloppe de la dotation de solidarité métropolitaine, soit 967 857 €, à répartir comme suit :

| <b>4<sup>ème</sup> critère : nombre d'enfants de 3 à 16 ans scolarisés (10 % de l'enveloppe)</b> |   |   |  |   |  |              |   |
|--|---|---|--|---|--|--------------|---|
| COMMUNES   | Nombre total d'enfants scolarisés dans la commune | Nb moyen d'enfants scolarisés par habitant sur la commune | Nb moyen d'enfants scolarisés par habitant sur le territoire métropolitain | Coefficient d'écart entre la commune et le territoire métropolitain | Coefficient d'écart x population Insee de la commune | % à répartir | Montant du aux communes au titre du 4 <sup>ème</sup> critère en € |
| ASPREMONT  | 340   | 0,16  | 0,1447   | 1,08  | 2 350  | 0,43%        | <b>4 176</b>  |
| BAIROLS  | 13  | 0,13  | 0,1447   | 0,86  | 90   | 0,02%        | <b>160</b>  |
| BEAULIEU-SUR-MER   | 518   | 0,14  | 0,1447   | 0,96  | 3 581  | 0,66%        | <b>6 362</b>  |
| BELVEDERE  | 106   | 0,15  | 0,1447   | 1,07  | 733  | 0,13%        | <b>1 302</b>  |
| BONSON   | 145   | 0,20  | 0,1447   | 1,35  | 1 002  | 0,18%        | <b>1 781</b>  |
| CAGNES-SUR-MER   | 6 661   | 0,13  | 0,1447   | 0,91  | 46 049   | 8,45%        | <b>81 804</b>   |
| CAP D'AIL  | 698   | 0,15  | 0,1447   | 1,02  | 4 825  | 0,89%        | <b>8 572</b>  |
| CARROS   | 2 346   | 0,20  | 0,1447   | 1,38  | 16 218   | 2,98%        | <b>28 811</b>   |
| CASTAGNIERS  | 269   | 0,17  | 0,1447   | 1,16  | 1 860  | 0,34%        | <b>3 303</b>  |
| CLANS  | 118   | 0,19  | 0,1447   | 1,30  | 816  | 0,15%        | <b>1 449</b>  |
| COLOMARS   | 526   | 0,15  | 0,1447   | 1,06  | 3 636  | 0,67%        | <b>6 459</b>  |
| DURANUS  | 19  | 0,14  | 0,1447   | 0,97  | 131  | 0,02%        | <b>233</b>  |
| EZE  | 339   | 0,15  | 0,1447   | 1,01  | 2 344  | 0,43%        | <b>4 163</b>  |
| FALICON  | 323   | 0,16  | 0,1447   | 1,11  | 2 233  | 0,41%        | <b>3 966</b>  |
| GATTIERES  | 716   | 0,17  | 0,1447   | 1,19  | 4 950  | 0,91%        | <b>8 793</b>  |
| GILETTE  | 286   | 0,18  | 0,1447   | 1,25  | 1 977  | 0,36%        | <b>3 512</b>  |
| ILONSE   | 17  | 0,09  | 0,1447   | 0,61  | 118  | 0,02%        | <b>209</b>  |
| ISOLA  | 104   | 0,15  | 0,1447   | 1,03  | 719  | 0,13%        | <b>1 277</b>  |
| LA BOLLENE-VESUBIE   | 92  | 0,16  | 0,1447   | 1,08  | 636  | 0,12%        | <b>1 130</b>  |
| LE BROC  | 277   | 0,20  | 0,1447   | 1,35  | 1 915  | 0,35%        | <b>3 402</b>  |
| LA GAUDE   | 1 130   | 0,17  | 0,1447   | 1,19  | 7 812  | 1,43%        | <b>13 878</b>   |
| LA ROQUETTE-SUR-VAR  | 173   | 0,19  | 0,1447   | 1,29  | 1 196  | 0,22%        | <b>2 125</b>  |
| LA TOUR-SUR-TINEE  | 93  | 0,16  | 0,1447   | 1,11  | 643  | 0,12%        | <b>1 142</b>  |
| LA TRINITE   | 1 792   | 0,18  | 0,1447   | 1,22  | 12 388   | 2,27%        | <b>22 008</b>   |
| LANTOSQUE  | 204   | 0,15  | 0,1447   | 1,07  | 1 410  | 0,26%        | <b>2 505</b>  |
| LEVENS   | 903   | 0,19  | 0,1447   | 1,31  | 6 243  | 1,15%        | <b>11 090</b>   |
| MARIE  | 11  | 0,10  | 0,1447   | 0,71  | 76   | 0,01%        | <b>135</b>  |



| <b>4<sup>ème</sup> critère : nombre d'enfants de 3 à 16 ans scolarisés (10 % de l'enveloppe)</b> |   |   |  |   |  |                |   |
|--|---|---|--|---|--|----------------|---|
| COMMUNES   | Nombre total d'enfants scolarisés dans la commune | Nb moyen d'enfants scolarisés par habitant sur la commune | Nb moyen d'enfants scolarisés par habitant sur le territoire métropolitain | Coefficient d'écart entre la commune et le territoire métropolitain | Coefficient d'écart x population Insee de la commune | % à répartir   | Montant du aux communes au titre du 4 <sup>ème</sup> critère en € |
| NICE   | 48 969  | 0,14  | 0,1447   | 0,98  | 338 530  | 62,14%         | <b>601 391</b>  |
| RIMPLAS  | 11  | 0,12  | 0,1447   | 0,80  | 76   | 0,01%          | <b>135</b>  |
| ROQUEBILLIERE  | 255   | 0,14  | 0,1447   | 0,94  | 1 763  | 0,32%          | <b>3 132</b>  |
| ROUBION  | 10  | 0,08  | 0,1447   | 0,56  | 69   | 0,01%          | <b>123</b>  |
| ROURE  | 11  | 0,05  | 0,1447   | 0,38  | 76   | 0,01%          | <b>135</b>  |
| SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE  | 866   | 0,16  | 0,1447   | 1,11  | 5 987  | 1,09885927 %   | <b>10 635</b>   |
| SAINT-BLAISE   | 191   | 0,19  | 0,1447   | 1,29  | 1 320  | 0,24%          | <b>2 346</b>  |
| SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE  | 17  | 0,14  | 0,1447   | 0,95  | 118  | 0,02%          | <b>209</b>  |
| SAINT-ETIENNE-DE-TINEE   | 195   | 0,11  | 0,1447   | 0,79  | 1 348  | 0,25%          | <b>2 395</b>  |
| SAINT-JEAN-CAP-FERRAT  | 182   | 0,11  | 0,1447   | 0,77  | 1 258  | 0,23%          | <b>2 235</b>  |
| SAINT-JEANNET  | 739   | 0,18  | 0,1447   | 1,21  | 5 109  | 0,94%          | <b>9 076</b>  |
| SAINT-LAURENT-DU-VAR   | 3 860   | 0,13  | 0,1447   | 0,93  | 26 685   | 4,90%          | <b>47 405</b>   |
| SAINT-MARTIN-DU-VAR  | 487   | 0,16  | 0,1447   | 1,14  | 3 367  | 0,62%          | <b>5 981</b>  |
| SAINT-MARTIN-VESUBIE   | 157   | 0,11  | 0,1447   | 0,77  | 1 085  | 0,20%          | <b>1 928</b>  |
| SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE  | 56  | 0,14  | 0,1447   | 0,94  | 387  | 0,07%          | <b>688</b>  |
| TOURNEFORT   | 36  | 0,22  | 0,1447   | 1,51  | 249  | 0,05%          | <b>442</b>  |
| TOURRETTE-LEVENS   | 872   | 0,18  | 0,1447   | 1,21  | 6 028  | 1,11%          | <b>10 709</b>   |
| UTELLE   | 148   | 0,17  | 0,1447   | 1,20  | 1 023  | 0,19%          | <b>1 818</b>  |
| VALDEBLORE   | 117   | 0,11  | 0,1447   | 0,73  | 809  | 0,15%          | <b>1 437</b>  |
| VENANSON   | 16  | 0,10  | 0,1447   | 0,70  | 111  | 0,02%          | <b>196</b>  |
| VENCE  | 2 803   | 0,15  | 0,1447   | 1,02  | 19 378   | 3,56%          | <b>34 424</b>   |
| VILLEFRANCHE-SUR-MER   | 592   | 0,12  | 0,1447   | 0,80  | 4 093  | 0,75%          | <b>7 270</b>  |
| <b>TOTAL DE LA METROPOLE</b>   | <b>78 809</b>                                     |   |  |   | <b>544 819</b>                                       | <b>100,00%</b> | <b>967 857</b>  |

- 5<sup>ème</sup> critère – Critère de solidarité et de garantie minimale de dotation : le dispositif antérieur est maintenu, afin que les communes touchent la même dotation que les années précédentes.

- 5 % de l'enveloppe de la dotation de solidarité métropolitaine, soit 483 929 €, à répartir comme suit :

| <b>5<sup>ème</sup> critère : critère de solidarité et de garantie minimale de dotation (5 % de l'enveloppe)</b> |  |
|---|--|
| <b>COMMUNES</b>   | <b>Montant du aux communes au titre du 5<sup>ème</sup> critère</b> |
| ASPREMONT   | 30 999   |
| BAIROLS   | -2 691   |
| BEAULIEU  | 126 009  |
| BELVEDERE   | -872   |
| BONSON  | 23 956   |
| CAGNES-SUR-MER  | -9 386   |
| CAP D'AIL   | 101 364  |
| CARROS  | 107 599  |
| CASTAGNIERS   | 74 037   |
| CLANS   | 6 161  |
| COLOMARS  | 23 595   |
| DURANUS   | 11 390   |
| EZE   | 48 980   |
| FALICON   | 31 458   |
| GATTIERES   | 206 466  |
| GILETTE   | 97 024   |
| ILONSE  | -17 766  |
| ISOLA   | 15 816   |
| LA BOLLENE-VESUBIE  | 6 536  |
| LE BROC   | 61 749   |
| LA GAUDE  | 11 462   |
| LA ROQUETTE-SUR-VAR   | 26 877   |
| LA TOUR-SUR-TINEE   | 13 466   |
| LA TRINITE  | 85 508   |
| LANTOSQUE   | 42 937   |
| LEVENS  | -12 057  |

| <b>5<sup>ème</sup> critère : critère de solidarité et de garantie minimale de dotation (5 % de l'enveloppe)</b> |  |
|---|--|
| <b>COMMUNES</b>   | <b>Montant du aux communes au titre du 5<sup>ème</sup> critère</b> |
| MARIE   | -5 850   |
| NICE  | -1 074 257   |
| RIMPLAS   | 8 264  |
| ROQUEBILLIERE   | 73 936   |
| ROUBION   | -5   |
| ROURE   | -16 075  |
| SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE   | 53 936   |
| SAINT-BLAISE  | 26 866   |
| SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE   | 2 004  |
| SAINT-ETIENNE-DE-TINEE  | 50 647   |
| SAINT-JEAN-CAP-FERRAT   | 54 423   |
| SAINT-JEANNET   | 32 494   |
| SAINT-LAURENT-DU-VAR  | 8 982  |
| SAINT-MARTIN-DU-VAR   | -5 907   |
| SAINT-MARTIN-VESUBIE  | 34 093   |
| SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE   | 14 122   |
| TOURNEFORT  | -2 144   |
| TOURRETTE-LEVENS  | -3 156   |
| UTELLE  | 20 916   |
| VALDEBLORE  | 9 499  |
| VENANSON  | -6 948   |
| VENCE   | 34 857   |
| VILLEFRANCHE-SUR-MER  | 62 615   |
| <b>TOTAL</b>  | <b>483 929</b>   |

⇒ répartition pour chacune des communes membres de la dotation de solidarité métropolitaine pour l'année 2020, pour un montant global de 9 678 577 €,

| <b>COMMUNES</b>            | <b>Total de la DSM<br/>due au titre de<br/>l'année 2020</b> | <b>Avances<br/>consenties par<br/>la Métropole</b> |
|----------------------------|---|--|
| <b>ASPREMONT</b>           | <b>80 438 €</b>   |  |
| <b>BAIROLS</b>             | <b>17 860 €</b>   |  |
| <b>BEAULIEU-SUR-MER</b>    | <b>210 413 €</b>  |  |
| <b>BELVEDERE</b>           | <b>44 207 €</b>   |  |
| <b>BONSON</b>              | <b>69 211 €</b>   |  |
| <b>CAGNES-SUR-MER</b>      | <b>999 160 €</b>  |  |
| <b>CAP D'AIL</b>           | <b>214 930 €</b>  |  |
| <b>CARROS</b>              | <b>414 811 €</b>  |  |
| <b>CASTAGNIERS</b>         | <b>118 807 €</b>  |  |
| <b>CLANS</b>               | <b>46 031 €</b>   |  |
| <b>COLOMARS</b>            | <b>110 285 €</b>  |  |
| <b>DURANUS</b>             | <b>32 053 €</b>   |  |
| <b>EZE</b>                 | <b>90 686 €</b>   |  |
| <b>FALICON</b>             | <b>74 360 €</b>   |  |
| <b>GATTIERES</b>           | <b>310 344 €</b>  |  |
| <b>GILETTE</b>             | <b>140 416 €</b>  |  |
| <b>ILONSE</b>              | <b>43 942 €</b>   |  |
| <b>ISOLA</b>               | <b>59 923 €</b>   |  |
| <b>LA BOLLENE-VESUBIE</b>  | <b>48 946 €</b>   |  |
| <b>LE BROC</b>             | <b>90 029 €</b>   |  |
| <b>LA GAUDE</b>            | <b>158 321 €</b>  |  |
| <b>LA ROQUETTE-SUR-VAR</b> | <b>55 326 €</b>   |  |
| <b>LA TOUR-SUR-TINEE</b>   | <b>64 462 €</b>   |  |
| <b>LA TRINITE</b>          | <b>396 618 €</b>  | <b>793 236 €</b>                                   |
| <b>LANTOSQUE</b>           | <b>98 492 €</b>   |  |
| <b>LEVENS</b>              | <b>135 597 €</b>  |  |
| <b>MARIE</b>               | <b>10 599 €</b>   |  |

| <b>COMMUNES</b>         | <b>Total de la DSM<br/>due au titre de<br/>l'année 2020</b> | <b>Avances<br/>consenties par<br/>la Métropole</b> |
|-------------------------|---|--|
| NICE                    | 3 000 000 €   |  |
| RIMPLAS                 | 22 550 €  |  |
| ROQUEBILLIERE           | 138 283 €   |  |
| ROUBION                 | 20 450 €  |  |
| ROURE                   | 28 931 €  |  |
| SAINT-ANDRE-DE-LA-ROCHE | 236 814 €   |  |
| SAINT-BLAISE            | 56 390 €  |  |
| SAINT-DALMAS-LE-SELVAGE | 20 532 €  |  |
| SAINT-ETIENNE-DE-TINEE  | 108 557 €   |  |
| SAINT-JEAN-CAP-FERRAT   | 85 112 €  |  |
| SAINT-JEANNET           | 134 694 €   |  |
| SAINT-LAURENT-DU-VAR    | 534 221 €   |  |
| SAINT-MARTIN-DU-VAR     | 94 933 €  |  |
| SAINT-MARTIN-VESUBIE    | 76 254 €  |  |
| SAINT-SAUVEUR-SUR-TINEE | 40 539 €  |  |
| TOURNEFORT              | 12 935 €  |  |
| TOURRETTE-LEVENS        | 145 789 €   |  |
| UTELLE                  | 52 304 €  |  |
| VALDEBLORE              | 48 746 €  |  |
| VENANSON                | 16 253 €  |  |
| VENCE                   | 496 977 €   |  |
| VILLEFRANCHE-SUR-MER    | 171 046 €   |  |
| <b>TOTAL</b>            | <b>9 678 577 €</b>  | <b>793 236 €</b>                                   |

- décider d'imputer le versement de la dotation de solidarité métropolitaine 2020 sur le chapitre 014, compte 7392120, fonction 01, service FA, pour un montant total de 9 281 959 €,
- décider que pour la commune de La Trinité, pour laquelle une avance de 793 236 € a été versée par la Métropole en 2019, il convient de constater, sur l'exercice 2020, l'apurement de la dotation de solidarité métropolitaine 2020, comme suit :
  - émission d'un titre d'ordre budgétaire au chapitre 27, compte 2763410, pour un montant de 396 618 €,
  - émission d'un mandat d'ordre budgétaire au chapitre 014, compte 7392120, pour un montant de 396 618 €,

- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégataires de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.30 Commune de Belvédère - Mandat de gestion provisoire 2012 - Présentation du bilan financier définitif.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- prendre acte de la fin du mandat de gestion, conformément à la convention intervenue avec la Commune de Belvédère,
- arrêter le bilan financier définitif dudit mandat de gestion, hors emprunts, à la somme globale de 635 180,97 €, répartie de la façon suivante :
  - 162 334,93 € au titre des dépenses de personnel,
  - 151 978,01€ en fonctionnement,
  - 320 868,03 € en investissement.

### **21.31 Commune de Saint-Etienne de Tinée - Mandat de gestion provisoire 2012 - Présentation du bilan financier définitif.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- prendre acte de la fin du mandat de gestion, conformément à la convention intervenue avec la Commune de Saint-Etienne-de-Tinée,
- arrêter le bilan financier définitif dudit mandat de gestion, hors emprunts, à la somme globale de 478 784,65 €, répartie de la façon suivante :
  - 18 442,62 € au titre des dépenses de personnel,
  - 236 411,08 € en fonctionnement,
  - 223 930,95 € en investissement.

### **21.32 Commune de Saint-Martin-Vésubie- Mandat de gestion provisoire 2012 - Présentation du bilan financier définitif.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- prendre acte de la fin du mandat de gestion conformément à la convention intervenue entre la Commune de Saint-Martin-Vésubie et la Métropole Nice Côte d'Azur,
- arrêter le bilan financier définitif dudit mandat de gestion, hors emprunts, à la somme globale de 757 341,49 €, répartie de la façon suivante :
  - 310 552,66 € au titre des dépenses de personnel,
  - 309 770,60 € en fonctionnement,
  - 137 018,23 € en investissement.

### 21.33 Admission en non valeur de produits irrécouvrables - Budget annexe de la gestion des déchets ménagers et assimilés.

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- procéder à l'admission en non-valeur de créances devenues irrécouvrables par Monsieur l'Administrateur des Finances publiques de Nice-Municipale, par l'émission :
  - d'un mandat au budget annexe de la Gestion des déchets ménagers et assimilés sur des crédits ouverts au compte 6541 « *créances admises en non-valeur* », conformément aux listes annexées n° 655790235 pour un montant total de 67 576,06 € ;
  - d'un mandat au budget annexe de la Gestion des déchets ménagers et assimilés sur des crédits ouverts au compte 6542 « *créances éteintes* », conformément aux listes annexées n° 709450235 pour un montant total de 109 048,77 €.
- autoriser monsieur le président, ou l'un des vice-présidents, ou conseillers métropolitains délégataires de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### 21.34 Affectation de l'actif immobilisé et transfert des emprunts à la Régie Eau d'Azur.

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- procéder à l'affectation, au profit de la Régie Eau d'Azur, de l'actif immobilisé, dont le montant est arrêté provisoirement au 31 décembre 2018, ainsi que détaillé dans l'annexe n° 1 jointe à la délibération, par opération d'ordre non budgétaire à constater dans les seules écritures du comptable public, à savoir :

|                               | Montant Actif brut      | compte |         | montant amortissements constatés | compte |        | Valeur nette comptable |
|-------------------------------|-------------------------|--------|---------|----------------------------------|--------|--------|------------------------|
|                               |                         | débit  | Crédit  |                                  | débit  | Crédit |                        |
| Immobilisations incorporelles | 857 832,81 €            | 243    | 20..... | 348 416,98 €                     | 2493   | 280... | 509 415,83 €           |
| Immobilisations corporelles   | 135 644 464,40 €        | 243    | 21....  | 49 417 025,78 €                  | 2493   | 281... | 86 227 438,62 €        |
| Immobilisations en cours      | 1 215 978,89 €          | 243    | 23....  |                                  |        |        | 1 215 978,89 €         |
| <b>TOTAUX</b>                 | <b>137 718 276,10 €</b> |        |         | <b>49 765 442,76 €</b>           |        |        | <b>87 952 833,34 €</b> |

- procéder à l'affectation, au profit de la Régie Eau d'Azur, des subventions ayant financé les biens de la compétence « eau potable », dont le montant est arrêté provisoirement au 31 décembre 2018, dont le détail est joint en annexe n° 2 de la délibération, par opération d'ordre non budgétaire à constater dans les seules écritures du comptable public, à savoir :

|             | Montant Actif brut | compte |        | montant amortissements constatés | amortissement |         | Valeur nette comptable |
|-------------|--------------------|--------|--------|----------------------------------|---------------|---------|------------------------|
|             |                    | débit  | Crédit |                                  | débit         | Crédit  |                        |
| Subventions | 6 342 378,72 €     | 131... | 243    | 2 458 304,33 €                   | 2493          | 1391... | 3 884 074,39 €         |

- confirmer que les immobilisations acquises durant l'année 2019, ainsi que les subventions reçues en 2019, feront l'objet d'une affectation à la Régie Eau d'Azur, au plus tard le 30 juin 2020,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer la convention de transfert des emprunts de la Métropole Nice Côte d'Azur à la Régie Eau d'Azur,
- constater le transfert des emprunts à la Régie Eau d'Azur comptablement et budgétairement comme suit :
  - Débit du compte 1027 par le crédit du compte 2763 à hauteur de 2 771 985,36 € au titre de la résiliation de la convention entre la Métropole et la Régie Eau d'Azur portant transfert d'une quote-part de la dette globalisée,
  - Débit du compte 1641 par le crédit du compte 243 pour un montant de 3 399 750,88 € pour constater le transfert des emprunts de la Métropole vers la Régie Eau d'Azur,
  - Débit du compte 1678 par le crédit du compte 243 pour un montant de 8 442,06 € pour constater le transfert des emprunts de la Métropole vers la Régie Eau d'Azur,
  - Emission d'un titre de recettes à l'encontre de la Régie Eau d'Azur, pour un montant de 153 041,17 €, pour constater le remboursement par anticipation de l'emprunt de la Caisse des Dépôts et Consignations n° 1269933,
  - Emission d'un mandat au 1<sup>er</sup> décembre 2019, d'un montant de 23 361,06 € au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations pour solder par anticipation l'emprunt n° 127803,
  - Emission d'un mandat au 1<sup>er</sup> décembre 2019, d'un montant de 14 324,88 € au profit du SIEVI, pour solder par anticipation la quote-part des emprunts transférés à la Métropole,
  - Emission d'un titre de recettes, à l'encontre de la Régie Eau d'Azur, aux comptes 1641 et 1687, pour un montant de 37 685,94 €, au titre de la prise en charge par la Régie Eau d'Azur, des remboursements d'emprunts par anticipation opérés par la Métropole,
  - Emission d'un mandat d'un montant de 1 700,95 € au profit de la Régie Eau d'Azur, au compte 66110, au titre des intérêts courus et non échus arrêtés au 31 décembre 2019 des emprunts qui lui sont transférés.
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

*Mesdames Martine MARTINON, Véronique PAQUIS, messieurs Xavier BECK, Fernand BLANCHI, André CHAUVET, Stéphane CHERKI, Paul CUTURELLO, Jean-Paul DALMASSO, Jean-François DIETERICH, Claude GUIGO, Gérard MANFREDI, Hervé PAUL, Philippe PRADAL, Roger ROUX, Charles SCIBETTA, Jean-Michel SEMPERE, Gérard STEPPEL, Jean THAON et Christophe TROJANI et Antoine VERAN ne prennent pas part au vote*



### **21.35 Mise à jour du recueil des tarifs des services publics de la Métropole Nice Côte d'Azur.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- adopter le recueil des tarifs des services publics de la Métropole,
- décider que ces tarifs seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, sauf mention particulière précisée dans le recueil des tarifs,
- décider que les présents tarifs contenus en annexe seront diffusés par tout moyen dans l'ensemble des lieux où leur application est nécessaire,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.36 Aide à la mobilité pour les actifs résidents de la Métropole Nice Côte d'Azur pour l'année 2020.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- poursuivre le dispositif d'aide à la mobilité au profit des actifs résidant sur le territoire métropolitain à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,
- décider le versement de cette aide de 20 € par mois, par personne, par véhicule dans le strict respect des conditions d'octroi figurant au règlement d'attribution et de paiement,
- approuver le règlement d'attribution de l'aide,
- confirmer que les dépenses seront imputées au chapitre 65 du budget principal 2020,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **21.37 Attribution d'une subvention aux acquéreurs particuliers d'un véhicule 100% électrique neuf résidant sur le territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur - Renouvellement du dispositif pour l'année 2020.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver pour l'année 2020, la mise en place du versement d'une subvention aux particuliers résidant à titre principal sur le territoire métropolitain se portant acquéreur d'un véhicule 100% électrique, tout en abandonnant leur véhicule thermique ;
- décider que le versement de cette subvention sera conditionné par la présentation d'un dossier complet à la Métropole, dans les six mois à compter de la date de la facture d'achat, la signature d'une convention et le respect des conditions d'attribution établies dans ladite convention, portant notamment sur :
  - les véhicules éligibles : de catégorie M1, 100% électriques, neufs, acquis sur le territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur à compter de la date de prise d'effet de la délibération du

Conseil métropolitain instituant le dispositif de subvention et immatriculés auprès de la Préfecture des Alpes-Maritimes ;

- les personnes concernées : uniquement les particuliers ayant leur résidence principale sur le territoire métropolitain et dont le revenu fiscal de référence est inférieur à 60 000 € ;
  - la mise au rebut de son ancien véhicule thermique ;
  - le montant de la subvention : aide forfaitaire de 2 000 € ;
- décider d'imputer la dépense correspondante sur les crédits du budget annexe des transports 2020, au compte 6574, code service GA ;
  - autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégataires de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération

### **21.38 Attribution d'une subvention pour les acquéreurs de deux-roues électriques neufs résidents de la Métropole Nice Côte d'Azur - Renouvellement du dispositif pour l'année 2020.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver pour l'année 2020, le renouvellement du versement d'une subvention fixée à 25% du prix d'achat TTC, dans la limite de 200€, aux particuliers résidant à titre principal sur le territoire métropolitain se portant acquéreur d'un deux-roues électrique, tel que défini dans l'article 2 de la convention type,

décider que le versement de cette subvention sera conditionné par la signature d'une convention et la présentation d'un dossier complet,

- décider d'imputer la dépense correspondante sur des crédits du budget annexe des transports 2020, compte 6574, code service GA,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégataires de signature à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération.

### **Dossiers rapportés par Monsieur Christian TORDO – Président de la commission emploi, développement économique, aménagement et urbanisme**

#### **23.1 Commune de Carros - Convention de projet urbain partenarial relative à un programme immobilier de 37 logements.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver la convention de projet urbain partenarial à intervenir avec la société CARROS CHAPELLE, l'Etat et la commune de Carros, telle que jointe à la présente,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégataires de signature à la signer, conformément aux dispositions de l'article L.332-11-3 du code de l'urbanisme,

- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération,
- autoriser l'exonération de la taxe d'aménagement pour la construction édictée dans le cadre de ce projet urbain partenarial à intervenir avec la société CARROS CHAPELLE, selon les modalités et pour la période fixée par les stipulations contractuelles, conformément à l'article R.332-25-3 du code de l'urbanisme,
- décider d'assurer les mesures de publicité dudit acte conformément aux articles R.332-25-1 et R.332-25-2 du code de l'urbanisme,
- imputer les recettes correspondantes au budget principal, chapitre 13, code service GMB,
- imputer les dépenses correspondantes au budget principal, chapitre 0714, code service GMB

### **23.2 Commune de Saint-Laurent-du-Var - Instauration d'un périmètre de projets urbains partenariaux sur le secteur Les Pugets Nord.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- donner un avis favorable à l'instauration par le Préfet d'un périmètre de projets urbains partenariaux (PUP), à l'intérieur duquel, pendant une durée de quinze ans, les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui y développent des opérations d'aménagement ou de construction participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge des équipements publics communaux et métropolitains identifiés,
- donner un avis favorable à la répartition, du coût des équipements publics communaux et métropolitains entre la commune de Saint-Laurent-du-Var, la Métropole Nice Côte d'Azur et les propriétaires fonciers, les aménageurs ou les constructeurs qui développent des opérations d'aménagement ou de construction au sein dudit périmètre,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature, à solliciter monsieur le Préfet des Alpes- Maritimes afin :
  - d'instaurer par arrêté préfectoral le périmètre de PUP joint en annexe n°1 de la présente, pour une durée de quinze ans,
  - de fixer les modalités de partage pour le financement du coût des équipements publics,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature, à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération,

La délibération, accompagnée du document graphique faisant apparaître le périmètre concerné, sera affichée durant un mois en mairie de Saint-Laurent-du-Var et au siège de la Métropole et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole.

### **23.3 Commune de Saint-Laurent-du-Var - Projet Urbain Partenarial - Chemin du Dégoutaï - Avenant n°1.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de projet urbain partenarial du 24 novembre 2016 pour la réalisation d'un programme immobilier au 1935 route de La Baronne, chemin du Dégoutaï à Saint-Laurent-du-Var dont l'objet est la réduction du nombre de logements et de la surface de plancher du projet immobilier,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à signer l'avenant n°1 à la convention de projet urbain partenarial pour la réalisation d'un programme immobilier au 1935 route de La Baronne, chemin du Dégoutaï à Saint-Laurent-du-Var,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature, à solliciter monsieur le préfet des Alpes-Maritimes afin qu'il signe l'avenant n° 1 à la convention,
- autoriser monsieur le président ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégués de signature à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces consécutives à l'exécution de la délibération,
- décider d'assurer les mesures de publicité de l'avenant conformément aux articles R.332-25-1 et R.332-25-2 du code de l'urbanisme.

**Dossier rapporté par Madame Véronique PAQUIS – Présidente de la commission environnement, enseignement supérieur et recherche**

#### **28.1 Présentation du rapport 2018 de Développement Durable.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- prendre acte de la présentation du rapport annuel 2018 sur la situation en matière de développement durable pour l'année 2018.

**Dossier rapporté par Monsieur Roger ROUX – Président de la commission activités portuaires et maritimes**

#### **30.1 Approbation du montant de la redevance des plages naturelles de Beaulieu-sur-Mer octroyées par l'Etat à la Métropole Nice Côte d'Azur.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver le montant de la part fixe de la redevance domaniale pour la concession des plages naturelles de Beaulieu-sur-Mer, actualisée pour l'année 2020 sur la base de l'indice national des travaux publics TP02,
- approuver le mode de calcul de la part variable de la redevance domaniale de la concession des plages naturelles de Beaulieu-sur-Mer, qui correspond à 20% de la différence entre la somme totale des redevances perçues par la métropole au titre de l'année N pour l'exploitation de la concession et le montant de la redevance fixe,

- imputer le montant de ces dépenses sur les crédits inscrits en dépense au budget du service Environnement, code service GD, compte 6581, fonction 560001

**Dossiers rapportés par Madame Nadia LEVI – Vice-présidente de la commission finances, ressources humaines et transport**

**56.1 Convention de gestion des services communs - Rapport d'activité 2018.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- prendre acte du rapport d'activité 2018 sur la gestion des services communs

**56.2 Convention de gestion des services communs 2019-2021 - Avenant n° 1.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de gestion des services communs 2019-2021,
- autoriser monsieur le Président, ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégataires de signature à le signer ainsi que toutes les pièces consécutives à la délibération,
- décider que ces dispositions nouvelles prendront effet au 1<sup>er</sup> novembre 2019,
- prendre acte que les dépenses et recettes générées par les dispositions de l'avenant n°1, au titre notamment des participations de la ville de Nice et de son Centre communal d'action sociale, seront inscrites au budget principal de la Métropole, pour les exercices 2019 et suivants.

**Dossier rapporté par Madame Martine OUAKNINE – Conseillère Métropolitaine Déléguée**

**59.1 Délégation de service public du crématorium de Nice Côte d'Azur - Avenant n°2 relatif au nouveau planning prévisionnel des travaux de réhabilitation, d'extension et de construction.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°2, relatif au nouveau planning prévisionnel des travaux de réhabilitation, d'extension et de construction du crématorium de Nice Côte d'Azur,
- décider que l'annexe 8-2 jointe au présent avenant n°2 annule et remplace l'annexe 8 du contrat initial,
- autoriser monsieur le président, ou l'un des vice-présidents ou conseillers métropolitains délégataires de signature à signer ledit avenant ainsi que tous les actes requis pour son exécution.

*Monsieur Olivier ROBAUT ne prend pas part au vote*

**Dossier rapporté par Monsieur Jacques DEJEANDILE – Conseiller Métropolitain**

**62.1 Commission intercommunale pour l'accessibilité - Présentation du rapport d'activité 2018.**

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- prendre acte du rapport annuel de l'exercice 2018,
- prendre acte que ce rapport sera adressé au représentant de l'Etat dans le département, au président du conseil départemental des Alpes-Maritimes, au conseil départemental consultatif des personnes handicapées, à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés par le rapport ainsi qu'aux membres de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité,